

DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
ARRONDISSEMENT DE SARCELLES

CONVENTION n° 607
Pour le subventionnement
d'une opération d'investissement
supérieure à 23000 €.

Entre :

La commune de Villiers-le-Bel, ci-après dénommé « le bénéficiaire », représentée par Monsieur MARSAC, Maire de Villiers-le-Bel, dûment habilité à cette fin par délibération du Conseil Municipal en date du 23 Juin 2012.....,

d'une part,

Et :

Le Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement Hydraulique des Vallées du Croult et du Petit Rosne, ci-après dénommé dans ce qui suit « Le Syndicat », représenté par Monsieur Guy MESSAGER, Président dûment habilité à cette fin par délibération du Comité Syndical en date du 10/12/2014

d'autre part,

PREAMBULE

Le Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement Hydraulique des Vallées du Croult et du Petit Rosne regroupe 35 communes soit environ 210 000 habitants. La modification de ses statuts a été approuvée par arrêté préfectoral en date du 17 Novembre 2000.

Ses objectifs principaux sont la lutte contre la pollution et la lutte contre les inondations. Ces deux objectifs ont servi de base à la politique environnementale menée par le Syndicat qui a obtenu le 23 mai 2000, la certification ISO 14001 pour la gestion et l'entretien de ses réseaux et ceux de certaines de ses communes adhérentes.

Par délibération du Syndicat n° 142-27 du 22 décembre 1999 d'octroi de subvention pour les opérations portant sur le Schéma Directeur d'assainissement,

Par délibération du Syndicat n° 170-6 du 14 décembre 2005 d'octroi de subvention pour les opérations de réhabilitation des eaux usées,

Vu la délibération du Syndicat n° 22-21 du 10/10/2014 attribuant une subvention au bénéficiaire susvisé,
Vu l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000,
Vu le Décret n°2001-495 du 6 juin 2001,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la Convention

La présente convention définit les engagements réciproques des parties pour le financement de la réalisation de l'opération d'investissement lancée par le bénéficiaire concernant les travaux de réhabilitation du réseau d'assainissement des eaux usées situés rues de Goussainville, Scribe, Perrault et Sellier.

Compte tenu de l'intérêt général que représente cette opération, le Syndicat a décidé d'en faciliter la réalisation en allouant des moyens financiers au bénéficiaire.

Article 2 : Utilisation de la Subvention

La subvention faisant l'objet de la présente convention a été accordée pour la réalisation de la réhabilitation des réseaux d'assainissement des eaux usées situés rues de Goussainville, Scribe, Perrault et Sellier.

Cette subvention sera totalement affectée au financement de cette opération.

Article 3 – Montant et versement de la subvention

La subvention d'investissement correspondra à 50 % du solde restant à la charge de la commune déduction faite des subventions avec un plafond de 20 % du montant HT des travaux. Elle sera versée en un mandatement. Le programme subventionné présenté est de de 636 260,75 € HT.

Article 4 – contrôles techniques et financiers

D'une manière générale, le bénéficiaire s'engage à justifier à tout moment, sur la demande du Syndicat, de l'utilisation de la subvention reçue.

Outre l'objet de la présente convention, la subvention est soumise aux conditions techniques de choix et de mise en œuvre des matériaux et des procédés qui devront correspondre au respect des règles de l'art en matière d'assainissement prescrits notamment dans le règlement d'assainissement du SIAH.

Le bénéficiaire pourra être amené à fournir tout document faisant connaître les moyens utilisés (matériaux et procédés) les résultats de son activité (compte rendu de chantier) et à permettre aux personnes habilitées par le Syndicat de vérifier par tout moyen approprié que l'utilisation de la subvention est bien conforme à l'objet et aux prescriptions ci-dessus énoncées pour lesquels elle a été consentie.

A ce titre, le SIAH sera destinataire d'une copie, en fonction de la nature des travaux, des inspections télévisées, des tests d'étanchéité, des essais de flexion des travaux, des essais de compactage, exécutés par une entreprise accréditée COFRAC ainsi qu'un plan de récolement de ces collecteurs.

Le bénéficiaire devra prévenir sans délai le Syndicat de toute difficulté rencontrée dans la réalisation de l'opération subventionnée. Les deux parties conviendront ensemble des dispositions à prendre en préservant la responsabilité du Syndicat qui ne saurait dans le cadre de l'exécution de la présente voir sa responsabilité recherchée par la commune en qualité d'organisme public subventionneur.

Toute somme qui n'aura pas été utilisée conformément à son objet ou aux prescriptions techniques ci-dessus énoncées sera reversée de plein droit au Syndicat, sans que celui-ci n'ait à en faire la demande.

Article 5 – Respect des modalités des dépenses

Le bénéficiaire prend acte de ce que l'utilisation de la subvention allouée ne peut avoir d'autre objectif que celui de servir l'intérêt général au travers de son action et doit être conforme à l'objet défini à l'article 1 et aux prescriptions énoncées à l'article 4 de la présente convention.

En cas de violation par le bénéficiaire de l'une des clauses de la présente convention, le Syndicat pourra procéder à une mise en demeure par le biais d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Au terme du délai fixé par le Syndicat, la collectivité pourra mettre en œuvre le reversement de tout ou partie de la subvention.

Le reversement fera l'objet d'une injonction délivrée par voie de lettre recommandée avec demande d'acte de réception par le Syndicat. S'il n'est pas fait droit à l'injonction sous quinze jours, la procédure d'inscription d'office prévue à l'article 1612-15 du CGCT sera mise en œuvre si la somme due n'est pas inscrite au budget ou celle du mandatement d'office prévue par l'article L 1612-16 du CGCT si cette somme est inscrite au budget.

Article 6 – modalités de paiement

Le règlement de la subvention sera effectué selon les procédures comptables publiques en vigueur et, suivant la description donnée dans l'article 4, en une seule fois à l'achèvement des travaux, sur présentation de mémoires devant obligatoirement comporter un état des dépenses, des recettes.

Le SIAH se réserve le droit de réclamer tout autre document justificatif complémentaire.

La subvention sera versée au vu d'une déclaration d'achèvement de l'opération définie aux articles 1 et 2, établie et certifiée par le Maître d'ouvrage, et d'un décompte final de l'action subventionnée, faisant apparaître, par imputation budgétaire, les dépenses et recettes.

L'ordonnateur de la dépense est le Président du Syndicat.

Le service payeur est la Trésorerie de Gonesse,

Le comptable assignataire est le Syndicat,

Toute subvention versée et non utilisée fera l'objet d'un reversement au Syndicat.

Article 7 – durée de la convention – résiliation

La présente convention est consentie et acceptée pour une période allant de la date de sa signature au versement de la subvention finale du SIAH.

En cas de non-respect des engagements la présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception, valant mise en demeure. Le bénéficiaire sera tenu alors au remboursement de la subvention attribuée.

Article 8 – Communication

Sauf demande contraire du Syndicat, les actions de communication entreprises par le bénéficiaire de cette subvention, devront mentionner que l'investissement a été réalisé avec le soutien financier du Syndicat.

Article 9 – Avenants

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de l'article 1. Aucune entente verbale ne peut lier les parties à cet effet.

Article 10 – Litiges

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe du droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations. Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le tribunal administratif compétent est celui de Cergy Pontoise.

Fait à Bonneuil-en-France,
En doubles exemplaires

le 10/02/2014

Jean-Louis MARSAC,

Maire de Villiers-le-Bel.



Guy MESSAGER,

Président du Syndicat,
Maire honoraire de Louvres.



